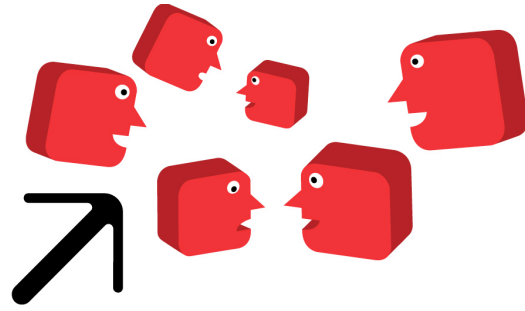




PES Council
Sofia, 22-23 November 2007



Résolution adoptée

Conseil du PSE, 22-23 novembre 2007

Notre vision : Un nouvel horizon pour l'Europe en juin 2009

Aujourd'hui, les Etats membres européens sont confrontés à d'importants défis communs. La mondialisation, les changements climatiques, le vieillissement de la population : tous ces facteurs constituent un risque pour l'avenir des sociétés européennes mais ils représentent également de nouvelles opportunités de vie meilleure pour les citoyens d'Europe et du monde si nous réussissons à élaborer des politiques de gestion du changement dans l'intérêt de tous et non de quelques privilégiés. Le traité de Lisbonne modernisera le processus de prise de décision européen et apportera plusieurs des changements dont nous avons besoin pour relever ces défis communs. Il créera de nouveaux instruments pour promouvoir la justice sociale, le progrès économique, la durabilité environnementale, la démocratie et les droits fondamentaux au sein de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes européens feront campagne pour la ratification du traité de Lisbonne, dans la perspective de construire une Union européenne plus sociale et plus politique.

Les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes européens veulent donner un nouvel horizon à l'Europe, sur la base des aspirations et des préoccupations des citoyens face à l'avenir. Un nouvel horizon qui va bien au-delà de l'étroitesse des intérêts bien compris pour offrir une nouvelle vision progressiste du bien commun au sein de l'Union européenne. Cette vision nous donnera, à nous et à tous les citoyens européens, une direction claire qui nous permettra de déterminer nos objectifs communs et la façon dont nous allons les atteindre dans notre travail quotidien pour les années à venir. Nous savons que l'Union européenne est capable d'élaborer des politiques concrètes qui peuvent véritablement faire une différence dans les vies des gens, comme par exemple le droit garanti à des congés payés, le congé parental pour les travailleurs partout dans l'UE, ou encore, la protection de la santé publique par l'interdiction des produits chimiques dangereux. Le Parti socialiste européen s'engage de façon univoque à développer un nouveau programme citoyen pour l'Europe pour les prochaines élections européennes de juin 2009. Nous voulons construire une Europe active capable d'apporter des résultats concrets aux citoyens durant ce nouveau mandat politique.

C'est la raison pour laquelle le PSE s'engage à présenter aux citoyens européens un vrai choix politique lors des prochaines élections européennes : un choix entre le centre-gauche et le centre-droit, entre une vision d'avenir axée sur un engagement positif européen et une vision populiste fondée sur le repli nationaliste. La question est de savoir : quelle est la direction que les gens veulent pour l'Union européenne et ses Etats membres ? Voulons-nous moins de politiques et de coopération au niveau européen pour relever des défis communs comme les changements climatiques et la lutte contre le terrorisme ou plutôt des politiques et une coopération qui nous permettent de relever ces défis pour la sécurité et le bien de tous les citoyens d'Europe ? Ce n'est qu'à travers de vrais choix politiques que les concepts de citoyenneté et de démocratie en Europe trouveront un sens aux yeux des gens.

Le PSE est en train de mener une consultation ouverte sur les politiques et priorités politiques qui doivent figurer dans son programme électoral pour les prochaines élections européennes. Ce processus, qui durera jusqu'en juin 2008, permet aux militants de partis, des syndicats et à la société civile de contribuer aux orientations du PSE en vue des élections européennes de juin 2009. Les quatre thèmes de cette consultation font référence aux défis auxquels les pays européens sont confrontés et sont : La nouvelle Europe sociale ; Sauvons la planète ; La démocratie et la diversité européenne ; et L'Europe dans le monde.

La nouvelle Europe sociale

Un nouvel horizon est nécessaire: la nouvelle Europe sociale. Le PSE a défini une feuille de route axée sur dix principes, lors de son dernier congrès, afin de construire la nouvelle Europe sociale au niveau local, régional, national et européen. Ces dix principes incluent le plein emploi, un dialogue social fort et la solidarité, pour n'en citer que trois. Il nous faut à présent définir les politiques nécessaires au niveau européen, en complément des politiques locales, régionales et nationales, afin de mettre en œuvre cette feuille de route. L'Union européenne est la seule région au monde à concilier prospérité économique, justice sociale et durabilité environnementale, sur la base de valeurs partagées. Nos Etats-providence ont été un acquis extraordinaire du 20^{ème} siècle. Toutefois, les inégalités existantes et les nouveaux défis mondiaux exercent ensemble une nouvelle pression sur nos Etats-providence et créent un risque permanent de fracture sociale dans nos sociétés : entre les enfants des familles pauvres et des familles riches, entre les personnes peu qualifiées et hautement qualifiées, entre les immigrés et les Européens de souche. La lutte contre les inégalités en Europe est fondamentale si nous voulons rendre accessibles les opportunités de la mondialisation à tous les citoyens et apporter un changement positif dans la vie des gens.

Le traité de Lisbonne, une fois ratifié, constituera une meilleure base pour défendre les intérêts des peuples européens. Il fournira clairement de nouveaux instruments pour une coopération européenne plus efficace dans le domaine socioéconomique. Le traité reconnaît pour la première fois la spécificité des services publics, consacre le principe d'accès universel et permet l'établissement de principes et de conditions spécifiques pour le fonctionnement de services d'intérêt général, comme l'approvisionnement en eau. Ces dispositions nous permettront de concilier de façon efficace un marché intérieur plus fort, sous-tendu par une politique de la concurrence européenne améliorée, les Etats-providence d'Europe et la protection de droits fondamentaux, au profit de tous au sein de l'UE. Le nouveau traité rationalisera la prise de décision dans le domaine de l'immigration et nous permettra de développer une politique d'immigration efficace et durable pour tous les Etats membres européens, tout en protégeant le droit des Etats individuels à décider

du nombre d'immigrés qui entreront sur leur territoire. Il permettra à l'UE d'enregistrer une croissance plus forte et durable et de s'avancer vers le plein emploi moyennant une coordination plus efficace des politiques économiques des Etats membres. Voilà quelques-uns des domaines pour lesquels le traité européen apporte des instruments qui peuvent aider les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes européens à offrir des solutions nouvelles et meilleures.

Sauvons la planète

Les changements climatiques constituent un des plus grands défis de notre époque et ils sont étroitement liés à la question de la sécurité énergétique, qui exige également une solution au niveau européen. Les mesures visant à développer une politique énergétique et de lutte contre les changements climatiques au niveau européen sont encore embryonnaires. Soit nous réduisons radicalement les émissions de gaz à effet de serre soit les effets du réchauffement de la planète seront irréversibles. Nous estimons que la lutte contre les changements climatiques ne constitue pas un coût mais une nouvelle source d'opportunités, de création d'emplois et de compétitivité pour l'Europe. La social-démocratie européenne aura à définir une stratégie véritablement intégrée pour le développement durable, où les politiques environnementales deviendront partie intégrante du progrès économique et social. Une croissance intelligente et verte sera un facteur clé pour l'avenir. Le traité de Lisbonne nous donne de nouveaux outils pour atteindre ce nouvel objectif en faisant de la lutte contre les changements climatiques et de la solidarité énergétique des objectifs fondamentaux de l'UE et en permettant à cette dernière de prendre de meilleures décisions sur des politiques essentielles pour lutter contre les changements climatiques, comme dans le secteur du transport et de l'énergie. Il nous permettra de renforcer la coordination pour nous protéger des catastrophes naturelles. La tâche qui nous incombe consiste à présent à définir précisément les priorités et politiques pour un changement au niveau européen. Nous devons prendre une nouvelle direction pour sauver notre planète.

Démocratie et diversité européenne

Les objectifs premiers de l'Union européenne étaient de garantir la paix, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme sur le continent européen. La diversité (linguistique, culturelle, nationale et régionale) des peuples d'Europe a constamment enrichi le patrimoine commun européen et promu le respect et l'apprentissage mutuels. Les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes européens considèrent que renforcer la démocratie et faire de la diversité une force encore plus grande pour l'Europe constitue un nouvel horizon pour la social-démocratie européenne. Les citoyens veulent participer aux discussions et à la prise de décision démocratique. La démocratie représentative doit être consolidée et de nouvelles formes de participation doivent être explorées. La démocratie européenne est basée sur le principe de la subsidiarité, c'est-à-dire que les décisions doivent être prises au niveau de gouvernance le plus adéquat, que ce soit le niveau européen, national, régional ou local. En écoutant les gens, le PSE espère identifier avec précision la façon dont l'UE peut mieux mobiliser les citoyens et faire en sorte que le processus de prise de décision européen soit démocratique. Le traité de Lisbonne contient une série d'instruments importants pour renforcer la démocratie : le Parlement européen jouera un plus grand rôle dans la prise de décision avec les gouvernements et les parlements nationaux ; le président de la Commission européenne sera élu par le Parlement européen ; les parlements nationaux auront un droit d'examen préalable sur tout projet de législation européenne ; et le Comité des régions verra ses

droits politiques renforcés puisqu'il pourra s'adresser directement à la Cour européenne de justice afin de défendre ses prérogatives et en cas de violation du principe de subsidiarité. Le principe de la démocratie participative est inscrit dans le traité de Lisbonne et les citoyens européens pourront pour la première fois présenter des initiatives citoyennes à la Commission européenne et lui demander d'introduire des mesures européennes spécifiques. Il existe de nombreuses possibilités de construire une Union européenne plus démocratique et de faire de notre diversité une vraie force. Notre ambition est de définir une nouvelle direction en partenariat avec les citoyens d'Europe afin d'y arriver.

L'Europe dans le monde

Les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes européens croient profondément au besoin de rendre la mondialisation plus sociale et d'affronter de façon plus efficace les menaces communes comme le crime international et le terrorisme. En agissant ensemble et en améliorant les politiques européennes actuelles, l'Union européenne a le potentiel de devenir une force puissante pour le bien dans le monde, ce qui en soi représente un nouvel horizon pour la social-démocratie européenne où nous pouvons projeter nos valeurs partagées de justice sociale, de respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux, d'égalité et de liberté partout dans le monde. Le PSE a déjà commencé à définir une nouvelle vision du rôle international de l'Europe, dans la résolution adoptée par ce Conseil. Nous croyons que la mondialisation a désespérément besoin d'une gouvernance et d'un leadership politique meilleurs. Nous devons éradiquer les causes profondes des conflits, en élaborant des politiques, comme sur le commerce équitable et le travail décent, qui offrent un nouvel espoir et de nouvelles perspectives aux gens au Proche et au Moyen Orient, en Afrique et partout dans les pays en développement. Le traité de Lisbonne nous donnera davantage de moyens pour développer cette vision, en permettant par exemple une coopération européenne améliorée dans la lutte contre le crime transfrontalier et le terrorisme et en permettant à l'UE de signer des traités internationaux. Les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes européens désirent à présent entamer un vrai dialogue avec les gens afin de définir une direction claire et nouvelle pour l'Europe dans le monde.

Le PSE est à l'écoute et est prêt à tirer les enseignements de toutes nos discussions avec les militants, les syndicats et la société civile en Europe. Nous nous réjouissons de pouvoir élaborer une nouvelle génération de politiques européennes pour la nouvelle législature de 2009 à 2014, afin de répondre aux aspirations et aux préoccupations des citoyens européens. Notre but est construire une majorité de centre-gauche forte autour de ces objectifs. Une Europe démocratique et progressiste a besoin d'un camp progressiste solide de forces politiques et sociales capables de relever les défis historiques auxquels nous sommes confrontés. Le PSE est un acteur incontournable pour atteindre ces objectifs. Dans ce processus, nous définirons ensemble un nouvel horizon pour l'Europe lors des prochaines élections européennes de juin 2009.